



Antideutsch : sionisme, (anti)fascisme et (anti)nationalisme dans la gauche radicale allemande

Selim Nadi

► To cite this version:

Selim Nadi. Antideutsch : sionisme, (anti)fascisme et (anti)nationalisme dans la gauche radicale allemande. Période, 2014. hal-03603086

HAL Id: hal-03603086

<https://sciencespo.hal.science/hal-03603086>

Submitted on 9 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Antideutsch : sionisme, (anti)fascisme et (anti)nationalisme dans la gauche radicale allemande

Selim Nadi

20 mars
2014

À l'occasion du cours intitulé « La situation spirituelle en Allemagne », qu'il donnait à l'Université de Heidelberg en 1945, Karl Jaspers posa la question suivante à ses étudiants :

Ne cédon-nous pas à un nouveau vacarme, ne devenons nous pas des pharisiens, ne tirons-nous pas une sorte de justification du seul fait d'avoir survécu et d'avoir souffert¹?

Cette question donnera lieu à de nombreux débats sur la « culpabilité allemande » (Schuldfrage). Chaque allemand aurait ainsi une sorte de dette² envers l'humanité, du seul fait d'être né allemand. Ce sentiment d'appartenir au « peuple-coupable » entrainera la gauche radicale à prendre ses distances avec la génération des « parents-nazis » et à se positionner très largement (ce qui n'est pas une spécificité allemande) en faveur des mouvements émancipateurs, que ce soit dans le Tiers-Monde ou au sein même de la République fédérale allemande.

Cependant, ce soutien aux luttes de libération trouva ses limites face à la réalité de la colonisation israélienne, et au fait qu'avant 1967 on trouve au sein de la gauche radicale allemande une assez large fascination pour le nouvel État israélien, autrement appelé « État des Juifs » (selon l'expression allemande *Judenstaat*), qui apparaît alors comme un refuge pour les survivants du génocide nazi. Ainsi, à partir de la fin des années 1960, sous la double influence de la Guerre des Six Jours et d'une forme de restructuration interne du mouvement ouvrier découlant de la contestation sociale issue du moment 1968, la gauche évoluera lentement avant de se scinder en deux camps opposés au début des années 1990. C'est surtout au sein des mouvements autonomes issus en partie de l'Opposition extra-parlementaire (APO ou *Außerparlamentarische Opposition*) que cette scission sera la plus visible : on trouvera ainsi à cette période des mouvements se revendiquant d'une tradition anti-impérialiste d'un côté et une gauche *antideutsch* de l'autre, cette dernière refusant la réunification entre les antisionistes de RDA et les « héritiers du national-socialisme » de RFA. Les *Antideutsch* se positionnaient ainsi dès le début des années 1990 contre l'anti-impérialisme qui serait l'une des nouvelles formes de l'antisémitisme³. C'est ainsi en articulant le concept de *Schuldfrage* à celui de *Sonderweg* que naîtra l'opposition à l'Allemagne réunifiée en tant qu'État-coupable. Le *Sonderweg* est l'idée qu'une voie particulière aurait mené l'Allemagne au nazisme. Pour schématiser ce concept rapidement, on pourrait dire que par rapport à l'évolution historique de ses voisins européens, l'Allemagne aurait pris une autre direction. Elle aurait donc dévié du chemin de l'Histoire sur lequel se seraient engagés les autres pays européens. C'est une idée assez ancienne dont nous n'avons pas le temps de faire la généalogie ici. Nous rappellerons juste que le concept de *Sonderweg* fut défendu par les propagandistes du national-socialisme, selon lesquels le peuple allemand aurait une destinée spéciale. Mais après la Seconde Guerre Mondiale, ce concept fut utilisé pour tenter de démontrer que le génocide nazi n'aurait pu voir le jour qu'en Allemagne⁴. Nous essaierons de montrer comment le *Sonderweg* et la *Schuldfrage* ont servi de grilles de lecture à travers lesquelles ont été appréhendés les événements allemands et internationaux du début des années 1990. Il s'agira de s'interroger sur la manière dont l'anti-nationalisme caractéristique de cette tendance a pu glisser vers un contre-nationalisme israélien.



Notons que la mouvance *antideutsch* est très présente dans le mouvement antifasciste allemand. Il n'est pas rare⁵ de voir flotter côte-à-côte dans ces manifestations, des drapeaux américains, israéliens, et antifascistes. Bien évidemment, le mouvement *antideutsch* n'est qu'un groupe parmi d'autres au sein de l'antifascisme. Cependant, son influence dépasse le cadre restreint des mouvements anti-allemands ; et si ces groupes ne sont aujourd'hui plus très nombreux, leur idéologie, elle, semble être devenue quasi hégémonique en Allemagne⁶. Surtout, l'analyse d'un tel mouvement montre qu'il est primordial pour la gauche allemande et européenne de refuser une approche en termes de voie particulière du peuple Allemand et ainsi d'abandonner cette lecture germano-centrée de la colonisation israélienne. Voilà pourquoi, à travers ce texte, nous tenterons de dresser une sorte d'idéal-type de ce mouvement – qui est bien évidemment plus complexe que la présentation parfois synthétique impliquée par l'ambition introductive et pédagogique de notre étude – qui questionne en profondeur le lien de la gauche radicale allemande à l'anti-impérialisme. En effet, le mouvement *antideutsch* se démarque du sionisme et de l'impérialisme classique de la droite et du SPD – qui considèrent le soutien à Israël comme une « raison d'État » (*Staatsräson*)⁷ – en cela qu'il tente d'expliquer ce soutien justement par une prise de position antifasciste et marxisante. Car leur engagement sioniste et anti-anti-impérialiste est paradoxalement auto-justifié au nom d'un antifascisme théorique et politique prétendument en rupture avec un certain anticapitalisme considéré comme « régressif », ce qui les singularise au sein des mouvances traditionnellement réactionnaires.

Réunification allemande et contestation de l'entité étatique « Allemagne » : aux origines de l'idéologie *Antideutsch*.

Au début des années 1990, en plein processus de réunification entre la RDA et la RFA, de nombreuses villes allemandes virent naître des manifestations de *Schwarzer Blöcke*, ces groupes habillés en noir et donnant ainsi l'impression d'un block noir homogène, qui scandaient le slogan « *Nie wieder Deutschland !* » (« Plus jamais l'Allemagne ! »). Rien ne caractérise mieux ce mouvement que son nom : *Antideutsch*. À première vue, on pourrait penser qu'il s'agit simplement d'un groupe anti-nationaliste, comme il en existe d'autres dans la gauche radicale. Cependant, la manière de penser l'État allemand est assez spécifique chez les théoriciens et militants *antideutsch* et ne peut par ailleurs être comprise sans l'attachement à Israël qui caractérise une grande partie de leurs positions. L'idée principale de cette opposition à la réunification était que la refonte d'un État allemand risquait de donner naissance à un « quatrième Reich ». Dans un discours qui était prévu lors d'une manifestation contre l'État allemand, à Francfort-sur-le-Main, en Octobre 1991⁸, Joachim Bruhn (l'une des figures principales du mouvement *antideutsch*) explique que l'effondrement du capitalisme d'État de la RDA est une bonne chose, mais qu'au lieu de réunifier l'Allemagne, il faudrait profiter de cette occasion pour l'anéantir afin de détruire ce peuple qui a amené le national-socialisme :

« L'État est un producteur et le peuple est son produit [...]. Qui dit peuple, pense État⁹. »

Chaque allemand pris individuellement n'est donc pas forcément fautif de l'antisémitisme du national-socialisme. Cependant, l'entité « peuple » serait toxique par essence pour les mouvements émancipateurs – il est important ici de rappeler que le terme allemand *Volk* a une connotation quelque peu plus raciale que le terme français « peuple ». Dans son discours, Bruhn s'en prend en effet à la gauche allemande qui serait encore bien trop influencée par un certain nationalisme, qui découlerait de son attachement au peuple allemand. Il termine son discours de la manière suivante :

« La gauche a trop souvent interprété la Nation : cependant il s'agit de révolutionner l'État National (*Nationalstaat*) et de le liquider¹⁰. »

En effet, l'opposition à la réunification allemande serait le symbole de leur résistance face à la menace d'un « quatrième Reich »¹¹. Cet argument se retrouve dans de nombreux textes du mouvement *antideutsch*. Il est donc étonnant de constater qu'alors que les *Antideutsch* s'opposent aux idées de peuple (*Volk*) et de Nation, ils

reprennent à leur compte une idée typiquement allemande : celle du *Sonderweg* qui mènerait à la continuation du passé nazi de l'Allemagne. En effet, l'anti-nationalisme des *Antideutsch* est principalement une opposition à l'Allemagne, en tant qu'État-Nation, et c'est ce côté anti-germanique, doublé d'un contre-nationalisme israélien, qui permettrait – selon les *Antideutsch* – de rompre avec la continuité du passé nazi de l'Allemagne¹². L'anti-germanisme apparaîtrait ainsi ici comme une manière de mettre fin au *Sonderweg*. L'antisémitisme n'est donc jamais analysé comme une pièce d'un système raciste, mais est vu de manière métaphysique, comme une conséquence de l'histoire allemande. L'antisémitisme serait l'essence même du peuple allemand.

Idéologie « anti-allemande » et sionisme.

C'est ici que se noue la relation avec Israël. En effet, selon Wolf Wetzel (militant antifasciste allemand), le mouvement *antideutsch* trouve également ses origines dans le bellicisme de la gauche allemande, qui est né au moment de la première guerre du Golfe. Le 18 janvier 1991, l'envoi de missiles Scuds sur Israël provoque un tournant majeur dans l'appréhension de ce conflit par la gauche allemande. Ainsi, alors que jusqu'ici cette dernière était largement pacifiste, elle changea radicalement de positionnement. L'image qui devint dominante au sein de la gauche radicale allemande n'était alors plus celle selon laquelle les États-Unis et leurs alliés menaient une guerre contre l'Irak, mais plutôt celle, inverse, selon laquelle l'Irak guerroyait contre Israël. On put ainsi lire divers textes comparant les attaques sur Israël à Auschwitz, etc. Wetzel continue ainsi en expliquant qu'en faisant de la confrontation politique et militaire une lutte contre un nouvel Auschwitz, la tradition pacifiste et anti-impérialiste de la gauche radicale était sensée être reléguée au second plan et était à terme vouée à disparaître. D'ailleurs, comme l'explique Anne Joly, dans un article publié dans *La Revue des Livres* n°6, lors de la Guerre du Golfe en 1991, le rédacteur en chef de la revue *Konkret* « établissait des parallèles entre l'intervention en Irak et la libération de l'Allemagne nazie par les Alliés¹³ ». Cette partie du mouvement antifasciste qui s'opposait à la réunification allemande fit du régime irakien une sorte de clone arabe du nazisme allemand. Dans cette perspective, la lutte contre le fascisme devait donc nécessairement devenir une lutte contre le nouveau fascisme qui menaçait la sécurité d'Israël et questionnait de la même manière directement le passé allemand : le fascisme-vert.

Selon les *Antideutsch*, les Allemands qui soutiennent la lutte de libération palestinienne représenteraient l'alliance entre les enfants du nazisme et les nouveaux antisémites : les Arabes. Le mouvement *antideutsch* prête aux États arabes, mais également aux immigrés musulmans dans leur ensemble (même s'ils ne sont pas arabes) un nouvel antisémitisme. Une politique réellement émancipatrice supposerait donc de soutenir inconditionnellement l'État d'Israël. Si le mouvement *antideutsch* se revendique comme communiste, leurs principaux ennemis se retrouvent pourtant souvent dans la gauche radicale. À cet égard, le slogan de la fondation politique *BAK Shalom* nous semble emblématique de l'idéologie *antideutsch* : « contre l'antisémitisme, l'antisionisme, l'anti-américanisme et "l'anticapitalisme régressif" au sein de la gauche ». Voilà pourquoi les *Antideutsch* s'en prennent également aux mouvements anticapitalistes « classiques », ceci à cause de leur critique de la finance qui déboucherait inéluctablement sur une nouvelle forme d'antisémitisme.

Critique de la valeur, critique de la finance et idéologie *antideutsch*.

La vision de l'antisémitisme véhiculée par le mouvement *antideutsch* est fortement inspirée par les théoriciens du courant marxiste nommé *Wertkritik*¹⁴ – la critique de la valeur – et par les travaux de Moishe Postone. Précision que Postone n'est pas à proprement parler un théoricien appartenant à la mouvance *Wertkritik*¹⁵ même si son influence sur cette dernière fut importante et que sa réception par les *Antideutsch* s'effectua par l'intermédiaire des théoriciens critiques de la valeur. C'est notamment le texte « Antisémitisme et national-socialisme¹⁶ », que Postone écrivit à la fin des années 1970, alors qu'il étudiait à Francfort-sur-le-Main, qui eut une influence énorme sur le mouvement *antideutsch*¹⁷. Dans ce texte, Moishe Postone développe l'idée selon laquelle l'antisémitisme moderne attribuerait un pouvoir spécifique aux Juifs :

le pouvoir de tuer Dieu, de déchaîner la peste ou, plus récemment d'engendrer le capitalisme et le socialisme¹⁸.

Postone différencie donc l'antisémitisme moderne des autres formes de racisme en cela que les formes de racisme habituelles prêteraient à l'Autre un pouvoir concret, alors que dans l'antisémitisme, ce pouvoir est abstrait et prendrait la forme d'une « mystérieuse présence, insaisissable, abstraite et universelle¹⁹ ». De là viendrait le fait que l'antisémitisme moderne emprunterait souvent les traits du conspirationnisme. On retrouverait ainsi dans une certaine réinterprétation de l'idée marxienne de valeur ce pouvoir insaisissable que l'antisémitisme attribue aux Juifs :

Quand on considère les caractéristiques spécifiques du pouvoir que l'antisémitisme moderne prête aux Juifs – abstraction, insaisissabilité, universalité et mobilité –, on remarque qu'il s'agit là des caractéristiques d'une des dimensions des formes sociales que Marx a analysées : la valeur²⁰.

La critique des excès de la finance serait donc – selon Postone, mais également selon la plupart des théoriciens de la Wertkritik – une sorte d'antisémitisme qui se travestirait sous une forme émancipatrice. Les mouvements se revendiquant comme émancipateurs seraient en réalité des complices d'un antisémitisme caché. Radicalisant cette position les théoriciens de la critique de la valeur affirment que l'antisionisme n'est qu'un antisémitisme qui prend les couleurs de l'anticapitalisme et de l'anti-impérialisme. Selon Robert Kurz²¹, c'est à cause de cette vision « régressive » de l'anticapitalisme et de l'anti-impérialisme que l'opinion mondiale se liguerait contre Israël en temps de crise. Il ne serait donc pas étonnant qu'après le crash financier de 2008, Israël n'apparaisse plus que comme « un pion sur l'échiquier de l'impérialisme global de crise²² »²³ :

C'est pourquoi le tir de roquettes du Hamas contre la population civile israélienne apparaît comme sans importance ; la majeure partie de l'opinion mondiale qualifie d'excessive la contre-attaque d'Israël. [...] C'est ainsi que la propagande islamiste à propos du massacre de la population civile trouve un terrain fertile²⁴.

Cette vision pro-sioniste est radicalisée par les militants *antideutsch*. Et il en découle un positionnement réactionnaire et raciste, conclusion logique du soutien sans faille à Israël. Les *Antideutsch* ne rejettent pas seulement l'antisionisme, mais également toute critique contre la politique israélienne. En effet, les idéologues *antideutsch* tels que Joachim Bruhn ou Stephan Grigat défendent l'idée qu'Israël représente « la forme organisée de la violence émancipatrice révolutionnaire du peuple Juif²⁵ ». La colonisation représente ainsi – dans l'idéologie *antideutsch* – une émancipation non seulement pour les Juifs mais également pour les peuples colonisés. On retrouve souvent dans les textes d'inspiration *antideutsch* (qui circulent notamment à travers les revues Bahamas et Jungle World) cette étrange corrélation entre colonialisme et émancipation universelle. Dans un article datant de 2002, Per Violet écrit par exemple dans la revue Bahamas que :

par les traitements inhumains qu'il leur faisait subir, l'impérialisme britannique a libéré les Indiens – bien que cette libération ait été un meurtre de masse²⁶.

Il n'est donc pas étonnant qu'à travers leurs articles les idéologues *antideutsch* se demandent si le racisme du politicien SPD Thilo Sarrazin n'est pas justifié, ou qu'ils parlent d'une « soi-disant Islamophobie » qui servirait à légitimer l'antisémitisme de gauche. En effet, selon les *Antideutsch*, la lutte contre l'Islamophobie²⁷ ne servirait qu'à donner de nouvelles couleurs à un antisémitisme de gauche, qui prendrait ainsi une forme progressiste mais qui permettrait la continuation d'une certaine tradition antisémite que l'on retrouverait au sein de la gauche anti-impérialiste. Dans cette optique, l'anti-impérialisme incarnerait cette figure bien connue sous le terme de « socialisme des imbéciles ». Fondamentalement, ce parallèle entre le soutien à la lutte de libération de la Palestine et le national-socialisme découle d'une manière de penser le génocide nazi totalement abstraite, sans faire (à aucun moment) le lien entre le nazisme et le colonialisme européen, qui sans être à l'origine du nazisme, fait partie du contexte dans lequel s'est développée cette idéologie²⁸.

Conclusion

Il convient, au terme de cette analyse, de pointer un paradoxe important : alors que l'idéologie *antideutsch* prétend se détacher de l'histoire allemande, elle ne fait que tracer et approfondir son propre Sonderweg, en poursuivant par là une certaine tradition colonialiste et raciste. Il nous semble fondamental de refuser ce type de lecture germano-centrée de l'histoire du sionisme et de l'occupation israélienne, et de mettre en lumière un malaise qui traverse certaines gauches européennes quant à la question de l'impérialisme... Voilà aussi pourquoi nous ne pouvons que souscrire à ce qu'écrit l'historien marxiste Maciej Zurowski²⁹ à savoir que la mouvance *Antideutsch* devrait être mise à distance et exclue des organisations de gauche et antifascistes allemandes, comme par exemple Die Linke.